

La propagande, arme de prédilection de l'Etat islamique

LE MONDE | 09.09.2016 à 18h01 • Mis à jour le 10.09.2016 à 14h19 | Par [Soren Seelow](#) et [Madjid Zerrouky](#)

« *Après un long voyage couronné de sacrifices, cheikh Abou Mohammed Al-Adnani a rejoint les martyrs et les héros ayant défendu l'islam et combattu les ennemis de Dieu.* » C'est par ce communiqué, diffusé le 30 août, que l'organisation Etat islamique (EI) a annoncé la mort de son porte-parole. Un revers majeur : Al-Adnani était la « voix » de l'EI, mais aussi le superviseur des attentats en Occident. Il n'était pas un simple porte-parole, il incarnait le cœur de la stratégie du groupe djihadiste : concevoir et coordonner des attaques, tout en veillant à les diffuser auprès du grand public afin, tout à la fois, de recruter et d'activer des sympathisants, parfois sans liens opérationnels avec l'EI, mais radicalisés par une propagande massive sur Internet. L'EI exploite ainsi toutes les possibilités du Web, à la manière d'une toile d'araignée dont les fils remontent au sommet de l'organisation. La propagande n'est pas un simple outil, mais une arme.

Les revues *Dabiq* et *Dar Al-Islam* et l'« agence de presse » Amaq sont devenues des enseignes du djihadisme en ligne. Et, après Facebook ou Twitter, c'est l'application de messagerie Telegram – utilisée par les deux tueurs de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) en juillet – qui est aujourd'hui considérée comme l'application préférée des djihadistes. Elle est désormais dans le collimateur des gouvernements occidentaux, qui empilent les lois visant à enrayer cette propagande mortifère. « *Les rencontres virtuelles et la propagande dématérialisée deviennent des facteurs déclencheurs ou accélérateurs des processus de radicalisation* », s'est inquiété publiquement, en mai, le gouvernement français.

Une maxime répétée à outrance

« *N'écoutez pas ce que l'on dit de nous, écoutez ce que nous avons à vous dire.* » Cette maxime, répétée à outrance par ses affidés, résume l'ambition et la ténacité de l'EI dans sa bataille pour imposer sa vision du monde. La guerre des images, l'un des pivots de sa stratégie de conquête, s'est pour la première fois manifestée, de façon spectaculaire, en Irak, en mai 2014. Quarante-cinq minutes d'ultraviolence ont inondé les réseaux sociaux. Dans une vidéo intitulée *Le Choc des épées*, le groupe exhibe l'étendue de sa force et de sa cruauté à l'égard des forces de l'ordre et des collaborateurs supposés de l'Etat irakien, avec l'objectif de susciter des désertions chez ses adversaires.

Non sans un certain succès. Mouwafak Al-Rubaie, ex-conseiller à la sécurité nationale irakienne, est allé jusqu'à attribuer l'effondrement de l'armée à Mossoul, la deuxième ville du pays, tombée aux mains de l'EI en juin 2014, à la puissance propagandiste de l'EI. Près de 30 000 soldats irakiens avaient décampé, face à 800 djihadistes. « *Nous avons les meilleures forces de contre-terrorisme dans la région, et elles se sont enfuies !* » a-t-il déclaré en janvier sur CNN. *Il y a eu ce truc, cette campagne médiatique de l'EI ! Ils sont très bons, très très bons au niveau des médias, et des médias sociaux en particulier.* » Mossoul tombée, le ministère de la communication irakien avait cru avoir trouvé la parade en coupant l'accès aux réseaux sociaux.



Le pont entre l'action et le message

« *L'histoire du terrorisme est traversée depuis ses origines par une forte imbrication entre sa dimension opérationnelle (la planification des attentats) et sa dimension médiatique (leur publicité et la propagation du message), explique Kévin Jackson, chercheur au Centre d'analyse du terrorisme. Le lien entre l'opérationnel et le médiatique est au cœur même de la machine terroriste. Il permet de garantir une continuité, de ne pas dériver du message. Le pont entre l'action et le message est essentiel, en haut de la chaîne de commandement, comme au niveau des exécutants.* » Exemple de cette porosité, Khalid Cheikh Mohammed, le cerveau présumé des attentats du 11 septembre 2001, était aussi le responsable de la « branche médiatique » d'Al-Qaida. A ce titre, il était chargé de la production des vidéos des futurs kamikazes du World Trade Center.

Quinze ans plus tard, selon un schéma identique, Abou Mohammed Al-Adnani officiait – jusqu'à sa mort – comme patron de la communication de l'EI, tout en assurant aussi le rôle de responsable opérationnel des attaques visant l'Europe. Sous sa direction, un « bureau de l'information » est rattaché au conseil de la choura, la direction politico-religieuse de l'organisation. C'est lui qui définit les éléments de langage, notamment lors des testaments laissés par les kamikazes, tous parfaitement calibrés. Un « ministère de l'information » a même été créé dès 2006, par l'ancêtre de l'EI. Ses responsables ont toujours eu un lien avec la direction opérationnelle du groupe.

Avant Al-Adnani, un autre commandant de l'EI, le Syrien Abou Athir Al-Absi, avait la responsabilité de l'appareil de propagande, une fonction qu'il cumulait avec celle de responsable militaire de l'organisation en Syrie. Autre symbole de la porosité entre opérationnel et « information », Islam Seit-Umarovich Atabiyen, l'ancien bras droit du chef militaire Tarkhan Batirashvili (dit Omar le Tchétchène, tué en mars), serait

actuellement chargé des publications en langue russe, selon les Etats-Unis. Majoritairement originaires du Caucase, les djihadistes russophones représentent la « colonie » étrangère la plus importante en Syrie et en Irak. Leur région natale est une terre de mission pour l'EI.

Les contenus francophones d'Al-Bayane

Le quartier général de la propagande, dont le fonctionnement a été décrit, en 2014, dans un document interne à l'EI intitulé « Les principes d'administration de l'Etat islamique », est chargé de superviser la tâche des différentes branches médiatiques et de leurs bureaux régionaux. Parmi les plus connues, l'« agence de presse » Amaq, qui a revendiqué – en singeant les codes des agences traditionnelles – toutes les actions récentes du groupe ; et la radio Al-Bayane, qui diffuse sur Internet des bulletins quotidiens en plusieurs langues.

Fabien Clain est considéré comme le responsable, en Syrie, des contenus francophones d'Al-Bayane, qu'il gère avec Adrien Guihal. Tous deux ont quitté la France en février 2015, en compagnie de deux hommes qui apparaissent dans l'enquête sur le projet d'attentat contre une église de Villejuif (2015). Fabien Clain a depuis prêté sa voix à la revendication des attentats du 13 novembre 2015. Adrien Guihal, condamné, en janvier 2012, à quatre ans de prison pour un projet d'attentat qui visait des policiers, a quant à lui revendiqué au nom de l'EI le meurtre de deux agents de police, à Magnanville, le 13 juin 2016.

Autre canal essentiel, Al-Hayat Media Center diffuse notamment la revue *Dabiq* (quinze numéros depuis juin 2014), du nom d'une bourgade du nord de la Syrie qui occupe une place centrale dans l'imaginaire millénariste de l'EI. C'est là qu'aura lieu, selon la mythologie djihadiste, la confrontation ultime entre les armées croisées et celles de l'islam. Ce magazine, d'abord écrit en anglais et aujourd'hui décliné en plusieurs langues, veut s'adresser aux publics occidentaux, turc et russe notamment. Les communicants de l'EI y usent là encore des codes journalistiques : maquette soignée, titres accrocheurs, « reportages » et interviews... Un premier numéro de *Rumiyah*, nouvelle revue déclinée en huit langues (anglais, turc, ouïgour, pachtoun, russe, allemand, indonésien et français), est sorti en septembre.

Un bureau médias dans chaque wilaya

Sur le terrain, chaque wilaya (province) dispose de son propre bureau médias censé promouvoir l'extension des terres du « califat ». Les branches provinciales agrègent aussi sur le Web les vidéos de combats ou de vie quotidienne (récemment un élevage d'autruches à Rakka). Les vidéos les plus importantes seraient validées par le bureau central.

Autre élément de cette pieuvre numérique, une dizaine de « fondations » médias et de plates-formes djihadistes dites « indépendantes » relaient la propagande. Faux nez de l'organisation – « *Les fondations de production ou organismes auxiliaires sont établis en fonction des besoins et des intérêts du bureau médias sans qu'un symbole ne les relie directement à l'EI* », selon les termes d'un document interne –, elles impulsent des campagnes pas toujours assumées par les organes officiels, appelant, par exemple, à commettre des attentats en Arabie saoudite. C'est autour de ces plates-formes que gravitent les activistes les plus prolifiques ainsi que, soupçonnent les services de renseignement, bon nombre de recruteurs.

Dans une lettre aux « chevaliers des médias », diffusée en 2015, les responsables de la communication de l'EI ne tarissaient pas d'éloges envers leurs activistes sur

Internet. « *Notre guerre est aussi une guerre médiatique. Les Etats-Unis ou le Royaume-Uni ont déployé des armées sur le Net pour combattre l'Etat islamique. Allah les a vaincus. Ils n'ont pas pu arrêter les partisans de l'Etat islamique sur le Net* », se réjouissaient-ils, puis s'adressant à leurs activistes internautes : « *Nous[vous] considérons comme des moudjahidin et [vous] appelons à persévérer sur ce chemin. Celui du soutien à Allah et à l'EI.* » En d'autres termes, le djihad en ligne n'est pas moins important que celui qui se fait les armes à la main. Les « frères » sont invités à dupliquer, retweeter, héberger, publier les contenus de l'EI sur le Web.

250 000 comptes Twitter supprimés

A l'apogée de son activité sur Twitter, en 2015, la djihadosphère pro-Etat islamique regroupait des dizaines de milliers de sympathisants actifs, capables de générer jusqu'à 40 000 tweets en français, selon les chiffres obtenus par *Le Monde* auprès de sources proches du ministère de la défense. Mis sous pression par les Etats occidentaux, Twitter assure désormais faire la chasse à la propagande djihadiste sur sa plate-forme : 250 000 comptes auraient ainsi été supprimés depuis début 2016. « *Notre temps de réponse pour suspendre les comptes signalés, le temps d'existence de ces comptes sur Twitter ainsi que le nombre d'abonnés qu'ils accumulent ont tous considérablement diminué* », assurait Twitter en août.

Trop peu, selon une commission du Parlement britannique, qui n'y voit qu'une « *goutte d'eau dans l'océan* ». Des effets se sont quand même fait sentir du côté des propagandistes qui, depuis septembre 2015, ont entamé un repli sur le réseau Telegram, réputé plus permissif. Une « migration » critiquée par certains djihadistes. Vieux routier de la djihadosphère, l'activiste Abou Oussama Sinan Al-Ghazzi appelait, en janvier, les sympathisants de l'EI à ne pas céder à la tentation d'un « *retrait sur Telegram* » menant à un entre-soi certes confortable, mais qui les couperait du grand public. « *Beaucoup de frères préfèrent Telegram, compte tenu du peu de suppressions de comptes auxquels sont confrontés nos partisans par rapport à d'autres plates-formes* », rappelait-il à cette époque, mais ils oublient que « *les autres plates-formes* », telles que Twitter et Facebook, « *sont ouvertes aux masses* ». Les chaînes de Telegram sont en effet moins accessibles et réservées aux seuls initiés.



Cet entre-soi, dicté par la nécessité d'échapper aux radars des Etats, a cependant pour effet de favoriser le regroupement et le renforcement des liens entre personnes partageant les mêmes convictions. Auteurs d'une étude sur le profil des partisans de l'EI sur le réseau Twitter (« The ISIS Twitter Census »), les chercheurs américains J. M. Berger et Jonathan Morgan constataient, en 2015, une « bunkérisation » des réseaux sociaux djihadistes, voués à fonctionner comme une « chambre de résonance » plus difficile d'accès, mais dont les messages, répétés en boucle, opéraient comme un amplificateur de la pensée djihadiste. Une fois la difficulté d'accès contournée, la volonté de faire marche arrière s'étiole, et le risque d'embrigadement augmente.

Réseaux sociaux puis messages privés

Les sympathisants de l'EI prennent contact par le biais de ces « communautés » sur les réseaux sociaux traditionnels, avant de basculer en messages privés. Ils s'échangent alors des liens pour se retrouver sur des chaînes Telegram ou dans des groupes de discussions protégées. C'est là qu'ont été élaborés plusieurs projets d'attaques. Depuis l'attentat de Saint-Etienne-du-Rouvray, une nouvelle figure a émergé sur la scène médiatique : le djihadiste français Rachid Kassim. Présenté comme le donneur d'ordres des tueurs du prêtre, il est ensuite entré en contact, par l'intermédiaire de Telegram, avec plusieurs jeunes Français (arrêtés depuis) pour les inciter à passer à l'acte.

Considéré comme un « cadre intermédiaire » de l'EI en Syrie, Rachid Kassim dispose vraisemblablement d'une feuille de route édictée par son émir (« supérieur ») et d'une certaine autonomie sur Telegram. Le 12 août, il interpellait sur sa chaîne les candidats au martyre en France : « *Ne communiquez pas dans le groupe, c'est la meilleure façon de se faire cramer, préparez votre action discrètement. Avant l'attaque, envoyez-moi une vidéo avec une dawa et une allégeance.* » Le 18 août, il exhorte ses auditeurs à commettre des attentats basiques : « *Une préparation, ça dure pas cinquante ans. (...) C'est en quelques jours. Si t'as pas ce qu'il faut, tu prends un couteau. (...) On dirait que vous attendez tous d'avoir des gilets pare-balles et des M16. (...) Je parle aux lions solitaires. (...) Il faut être vif.* »

L'ORGANISATION APPELLE DÉSORMAIS, VIA SES CANAUX, LES CANDIDATS AU DÉPART À FRAPPER DANS LEUR PAYS D'ORIGINE, PLUTÔT QUE DE REJOINDRE LE « CALIFAT », EN DIFFICULTÉ DANS SON BERCEAU IRAKO-SYRIEN.

Le 14 août, Rachid Kassim publiait sur Telegram ce dialogue visant à décomplexer les indécis : « *Si on n'a pas de signe particulier et si on est pas top niveau religion, peut-on attaquer la France ? – Sache que les gens qui ont le moins de signe sont ceux qui ont la plus grande force. (...) Le meilleur remède pour le pécheur, c'est le djihad.* »

Cette « ubérisation » des méthodes terroristes n'est pas un phénomène nouveau, ni même franco-français. Un djihadiste britannique, Junaid Hussain, est apparu dans plusieurs enquêtes sur des projets d'attentats qui avaient d'abord été attribués à des « loups solitaires » aux Etats-Unis, telle la fusillade du 4 mai 2015, au Texas, lors d'un concours de caricatures du Prophète. Le Pentagone a affirmé l'avoir tué en août 2015.

Abou Qatada, un converti allemand occupant de hautes responsabilités dans Al-Hayat Media Center, avait accueilli en décembre 2014 le journaliste Jürgen Todenhöfer, qui a tiré de sa visite un livre, *My Journey Into the Head of Terror* (« Mon voyage au cœur de la terreur »), publié en avril 2016. Abou Qatada a lui aussi tenté d'activer à distance de jeunes Allemands, jusqu'ici sans succès.

Avec l'intensification des frappes de la coalition, la communication de l'EI s'est considérablement infléchie. L'organisation appelle désormais, via ses canaux, les candidats au départ à frapper dans leur pays d'origine, plutôt que de rejoindre le « califat », en difficulté dans son berceau irako-syrien. Un mot d'ordre, comme il se doit, répété en boucle.